



Note d'information sur les questions de l'enquête sur les perspectives des entreprises concernant la croissance passée des ventes et les conditions du crédit

14 janvier 2008

À compter de l'hiver 2007-2008, les résultats de deux questions additionnelles sont inclus dans le bulletin *Enquête sur les perspectives des entreprises*, soit le solde des opinions sur la croissance passée des ventes et le solde des opinions sur les conditions du crédit. Le présent document décrit sommairement les deux questions et explique les corrélations entre les réponses et les données économiques pertinentes.

Croissance passée des ventes

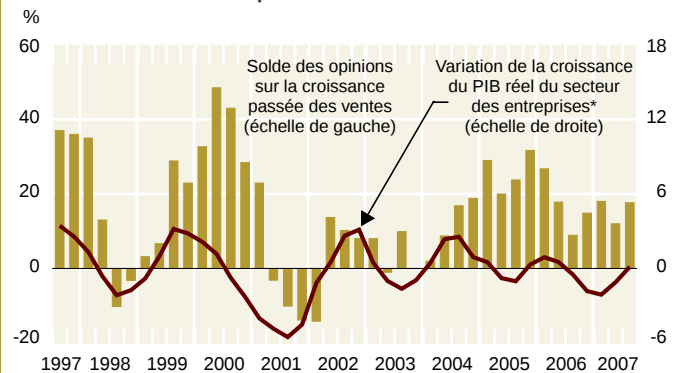
Afin de placer en contexte les questions de l'enquête portant sur les perspectives d'évolution de l'activité et la capacité de production, on demande aux répondants de rendre compte de la tendance de leurs ventes au cours de la dernière année. Jusqu'à maintenant, la section du bulletin consacrée à l'évolution de l'activité ne renfermait que des questions prospectives. Or, nous faisons souvent mention des ventes passées, compte tenu que cette donnée est utile pour interpréter l'évolution prévue des ventes, et nous estimons que cette information mérite d'être publiée régulièrement.

La question sur la croissance passée des ventes demande aux entreprises si, au cours des douze derniers mois, le taux d'augmentation du volume de leurs ventes a été plus élevé, moins élevé ou inchangé par rapport à celui des douze mois précédents. Le solde des opinions correspond au pourcentage des entreprises ayant déclaré un taux plus élevé, diminué du pourcentage de celles ayant fait état d'un taux moins élevé.

Cette question a été analysée pour la première fois dans un article paru en 2004 dans la *Revue de la Banque du Canada* et dans un document de travail complémentaire¹. Afin d'évaluer dans quelle mesure cette information est représentative de l'activité économique récente, le solde des opinions est comparé à la variation de la croissance du PIB réel² dans le secteur des entreprises, une mesure de l'activité économique censée être étroitement compatible avec la composition de

l'échantillon et la formulation de la question³. Le Graphique 1 révèle que le solde des opinions concernant la croissance passée des ventes suit assez fidèlement les grandes variations cycliques de l'expansion du PIB réel du secteur des entreprises pendant la majeure partie de la période considérée, soit du troisième trimestre de 1997 au troisième trimestre de 2007. Une mise à jour de l'analyse de corrélation établie par Martin et Papile (2004) confirme qu'il existe toujours une corrélation modérément forte entre le solde des opinions sur la croissance passée des ventes et la variation de la croissance du PIB réel du secteur des entreprises pour le trimestre $t - 1$ (Tableau 1)⁴.

Graphique 1
Ventes passées et variation de la croissance du PIB réel
du secteur des entreprises



* Taux de croissance sur quatre trimestres du PIB aux prix de base (données désaisonnalisées), en dollars constants de 2002
Sources : Banque du Canada, Statistique Canada (v41881479)

1. Voir M. Martin, « L'enquête de la Banque du Canada sur les perspectives des entreprises », *Revue de la Banque du Canada* (printemps 2004), p. 3-19, et M. Martin et C. Papile, *The Bank of Canada's Business Outlook Survey: An Assessment*, document de travail n° 2004-15, Banque du Canada.

2. Cette variable est définie comme la variation en glissement annuel du taux de croissance sur quatre trimestres.

3. Pour en savoir davantage sur les raisons qui justifient cette approche et sur les limites de celle-ci, et pour obtenir une définition plus technique de la « variation de la croissance », voir Martin et Papile (2004).

4. Une corrélation est jugée forte si le coefficient dépasse 0,80, modérément forte s'il se situe entre 0,80 et 0,60, modérée s'il s'établit entre 0,60 et 0,40, faible s'il se chiffre entre 0,40 et 0,20 et négligeable s'il est inférieur à 0,20.

Tableau 1 : Corrélation entre les ventes passées au temps t et la variation de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel

Trimestre					
Variation de la croissance sur quatre trimestres du PIB réel	$t-4$	$t-3$	$t-2$	$t-1$	t
Corrélation	0,22	0,48	0,61	0,66	0,51

Si cette corrélation donne à penser que le solde des opinions concernant la croissance passée des ventes véhicule de l'information sur l'activité économique récente, plusieurs raisons expliquent néanmoins qu'il puisse ne pas correspondre aux variations effectives de la croissance du PIB réel pendant un trimestre donné (taille restreinte de l'échantillon, différences conceptuelles entre les ventes et le PIB et révisions éventuelles des chiffres du PIB). Nous publions cette information parce qu'elle procure un contexte utile pour interpréter les réponses données par les entreprises aux autres questions de l'enquête.

Conditions du crédit

Depuis le quatrième trimestre de 2001, l'enquête comporte une question concernant l'évolution récente des conditions du crédit. Lorsque le bulletin *Enquête sur les perspectives des entreprises* a paru la première fois, en 2004, les données rétrospectives étaient insuffisantes pour permettre une analyse du contenu informatif des réponses fournies.

La question demande aux entreprises si, au cours des trois derniers mois, leurs modalités de financement se sont resserrées, se sont relâchées ou sont demeurées inchangées par rapport à celles des trois mois précédents. En moyenne, environ les trois quarts des firmes composant l'échantillon sont en mesure de répondre à cette question⁵. Le solde des opinions correspond à la différence entre le pourcentage des entreprises qui font état d'un durcissement des conditions du crédit et le pourcentage de celles qui signalent un relâchement de celles-ci. Comme pour les autres questions de l'enquête, les réponses des entreprises portent uniquement sur le sens des changements, et non sur leur ampleur.

Afin de donner une indication du rapport entre cette information et l'activité économique, le solde des opinions est comparé avec le taux de croissance sur quatre trimestres de l'investissement réel des entreprises en machines et matériel et en ouvrages non résidentiels (Graphique 2)⁶. Un solde des opinions négatif est le signe d'un relâchement des conditions

du crédit, et donc d'un environnement dans lequel les entreprises peuvent plus facilement financer leurs dépenses d'investissement. Cette relation inverse est illustrée par le Graphique 2, qui montre que le solde des opinions relatif aux conditions du crédit suit assez fidèlement le mouvement général de la croissance des investissements des entreprises pendant une bonne partie de la période allant du quatrième trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2007. La corrélation entre le solde des opinions concernant les conditions du crédit et le taux d'augmentation sur quatre trimestres des investissements est la plus forte au trimestre $t+1$ (Tableau 2)⁷.

Comme il n'y a que 24 observations et que seulement les trois quarts des firmes composant l'échantillon sont en mesure de répondre à cette question, il importe de noter que les intervalles de confiance pour les coefficients de corrélation seraient très larges. En outre, l'évolution des conditions du crédit n'est qu'un des facteurs susceptibles d'influer sur les décisions d'investissement des entreprises à un moment donné.

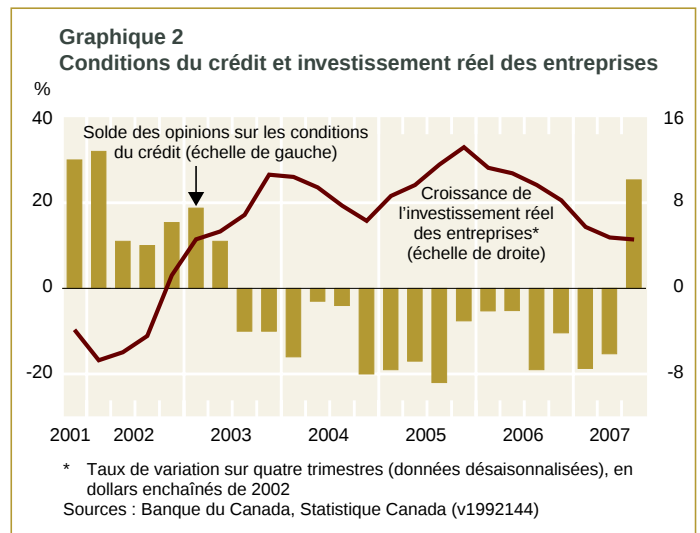


Tableau 2 : Corrélation entre les conditions du crédit au temps t et la croissance de l'investissement réel des entreprises

Trimestre					
Croissance sur quatre trimestres de l'investissement	t	$t+1$	$t+2$	$t+3$	$t+4$
Corrélation	-0,74	-0,78	-0,73	-0,61	-0,43

5. Généralement, les firmes restantes sont autofinancées ou ont une société mère à l'étranger, de sorte qu'elles ne sont pas visées par la question.

6. Le taux de croissance sur quatre trimestres est utilisé, car on s'attend à ce que les variations des conditions du crédit puissent influencer sur les décisions d'investissement sur plusieurs trimestres ou sur des trimestres différents, selon les entreprises.

7. On note une corrélation modérée avec le taux de croissance trimestriel des investissements réels des entreprises.